



Pour la construction d'un parti des travailleurs, communiste et révolutionnaire
« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* » (Karl Marx)

Faire reculer le gouvernement, oui c'est possible !

Les énormes cortèges dans toutes les villes, grandes, moyennes et petites, les grèves dans des entreprises privées comme dans les services publics, la mobilisation de la jeunesse avec les blocages de facs et de lycées, tout montre que nous sommes unanimes à rejeter le projet. Chaque manifestation apporte de nouveaux manifestants remplaçant, et au-delà, ceux qui n'ont pas pu revenir. Les questions que tout le monde se pose maintenant sont : comment faire reculer le gouvernement, comment gagner ?

Un gouvernement vomé par le monde du travail tout entier

Parmi les salariés, personne ne peut plus supporter les apparitions à la télé de ministres prétentieux qui ne connaissent rien de la vraie vie et osent venir nous donner des leçons, à nous, qui faisons tourner la société. On n'en peut plus de leur façon de venir nous dire : « Vous n'avez pas bien compris, je vais vous expliquer »... On a très bien compris que ce qui menace le système des retraites, c'est leur volonté de puiser dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches.

Comment préparer les prochaines étapes ?

La prochaine grosse échéance annoncée par l'intersyndicale est le 7 mars, et sans doute le 8 dans la foulée comme dans les transports parisiens qui ont prévu une grève reconductible. L'intersyndicale nationale a dit être prête à « mettre le pays à l'arrêt » si le gouvernement ne retire pas son projet. Et, comme étape, elle a annoncé une nouvelle journée de mobilisation jeudi prochain, le 16 février.

Le retrait du projet, c'est le minimum. Mais cela fait plus de 30 ans que, sans autre raison qu'appauvrir les plus anciens, les gouvernements successifs ont dégradé le système des retraites. En 1982, alors que les richesses produites étaient bien moindres, pour tous les salariés, la retraite était à 60 ans avec 37,5 annuités. Ce qui était possible en 1982 l'est a fortiori 41 ans plus tard dans une société bien plus riche.

Aller vers la grève générale

L'intersyndicale a menacé de « mettre le pays à l'arrêt ». Oui, il faut aller vers une grève générale qui remette les pendules à l'heure. Sans les travailleurs, rien ne se produit. Si nous croisons les bras, la production ne sort

pas et adieu les profits patronaux et les dividendes pour les actionnaires.

Nous le savons tous : quelques journées de paralysie de l'économie feraient vraiment basculer le rapport de force en notre faveur. La journée du 7 mars peut être une étape importante vers une grève générale.

Nous avons besoin de discuter entre nous

C'est par tous les bouts que ce gouvernement s'efforce de prendre dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches. Il multiplie les attaques, retraites mais aussi conditions de travail et pouvoir d'achat.

Nous avons besoin d'échanger, entre nous, syndiqués ou non syndiqués, sur toutes ces questions et sur ce que nous devons faire pour gagner : quand et comment continuer la grève plusieurs jours de suite, sans attendre une prochaine date lointaine ? Comment élargir le mouvement, convaincre les collègues qui ne sont pas encore mobilisés et nous adresser aux autres entreprises et secteurs du monde du travail ?

La préparation des manifs et les cortèges eux-mêmes sont une première occasion d'avoir ces discussions. Mais nous avons besoin d'établir de véritables liens entre nous, de tenir des réunions, des assemblées générales de grévistes : avec des mouvements seulement chapeautés d'en haut, le risque existe que le lâchage d'un syndicat mette en danger la mobilisation de tous – nous savons que cela s'est déjà produit. C'est notre mouvement, il est normal que nous le contrôlions de bout en bout.

Tous ensemble, nous pouvons et nous allons gagner !

Augmentez les salaires, pas l'âge de la retraite !

Depuis le 19 janvier, plus d'un millier de travailleurs des TCL ont participé à la mobilisation nationale contre la réforme des retraites, en faisant grève et en participant aux manifestations monstres. Encore ce samedi, des collègues ont défilé, parfois à plusieurs, parfois en famille, mais tous se joignant au même mouvement de colère du monde du travail, pour exprimer notre ras-le-bol commun sur les retraites, mais aussi sur les salaires et sur les conditions de travail, bref contre cette société capitaliste qui nous condamne à l'exploitation jusque tard pour finalement mourir tôt.

Cette mobilisation en prépare d'autres. Dans certaines entreprises, les travailleurs ont saisi l'occasion de la lutte d'ensemble sur les retraites pour faire valoir leurs revendications locales, sur les salaires notamment. C'est une bonne stratégie : rien ne rend les patrons plus fébriles que cette propagation des luttes comme le feu à la plaine. À Keolis Lyon, les négociations annuelles vont commencer en mars, et à coup sûr, la direction ne va pas aligner ses propositions sur l'inflation. On sait ce qu'il nous reste à faire !

D'ailleurs, l'intersyndicale appelle à mettre le « pays à l'arrêt » le 7 mars prochain. Cela pourrait être le début d'une grève reconductible dans plusieurs entreprises, notamment dans le transport. C'est le moment pour nous de frapper un grand coup, aux côtés d'autres travailleurs et pour des revendications que nous partageons tous. Pour nos retraites, nos salaires, nos conditions de travail, on ira jusqu'au bout !

Et en attendant le 7 mars et ses suites, tous en grève et en manifestation le jeudi 16 février !

Rendez-vous à 14h à la Manufacture des tabacs !

Le métro B est à l'arrêt du 12 au 16 février

Mais pour une fois, c'était prévu...

Les dépenses alimentaires en baisse de 9% en 2022

Selon un indice établi par les Banques populaires sur la base des paiements par carte bancaire, les dépenses alimentaires des ménages ont baissé de 9 % l'an dernier. Rien d'étonnant puisque selon l'Insee l'inflation sur l'alimentation a frôlé les 14 % durant cette période. Plus les prix grimpent, plus les catégories populaires se serrent la ceinture sur les produits de première nécessité. Le seul moyen d'inverser la tendance : une augmentation générale des salaires, retraites et allocations de toutes sortes au moins en ligne avec l'inflation.

En Bretagne, deux grèves victorieuses sur les salaires

À Plastic Omnium, qui sous-traite les pare-chocs de PSA Rennes, les salariés ont obtenu 5 % d'augmentation, avec un minimum de 150 euros après une journée de grève fin janvier.

Presque au même moment, à 40 kilomètres, à Forvia, sous-traitant des planches de bord pour PSA, cinq jours de grève ont permis de gagner 6 % d'augmentation et le

paiement d'une partie des jours de grève. Leur patron a vite cédé, car ça mettait PSA Rennes au chômage. Les centaines de travailleurs mobilisés en sont ressortis plus forts. Derrière la colère contre la réforme des retraites, toujours celle sur les salaires !

Leur écologie et la nôtre



En Turquie et en Syrie, les séismes sont naturels, mais les coupables sont en chair et en os

Un séisme de magnitude 7,8 suivi de répliques a touché certaines régions très pauvres de Turquie et de Syrie. Le bilan provisoire fait état de plus de 30 000 morts selon l'ONU et de dizaines de milliers de blessés.

Ce tremblement de terre était, selon les spécialistes, d'une ampleur exceptionnelle pour cette zone. Cela explique en partie le très lourd bilan, mais en partie seulement. Des centaines d'immeubles se sont écroulés comme des châteaux de cartes faute d'être aux normes antisismiques. Les secours se sont organisés tant bien que mal mais on manque de tout, de matériel de levage, d'ambulances, d'hôpitaux de secours, de préfabriqués pour héberger les survivants, etc. Conséquence : des blessés sont laissés à l'agonie. Cette catastrophe n'a rien de naturelle, elle est le fruit d'une société qui laisse courir des promoteurs véreux et dans laquelle l'État investit plus dans la répression que dans les dispositifs d'urgence.

En effet, face à la colère qui commence à s'exprimer en Turquie, le gouvernement d'Erdogan a bien reconnu quelques « lacunes » (!), mais a surtout verrouillé Twitter quelques heures et enfermé des opposants qui l'y avaient critiqué. Quant aux constructeurs des immeubles qui se sont effondrés, certains ont également été arrêtés. En 1999, à la suite d'un séisme meurtrier près d'Istanbul, une vague similaire d'arrestations avait eu lieu. Manifestement, ce genre de coup de filet n'a pas permis d'éviter que, 23 ans plus tard, la catastrophe ne se reproduise. Mais cela permet au pouvoir de se défaire de ses propres responsabilités.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : 69.etincelle@gmail.com